



MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**OBJET : TRAVAUX DE RÉHABILITATION DES EXTÉRIEURS
DU CHÂTEAU DE CHARANCE**

MARCHÉ N° 2025-02

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
CCAP**

MAÎTRE D'OUVRAGE : MAIRIE DE GAP

MANDATAIRE DU MAÎTRE D'OUVRAGE : LE PARC NATIONAL DES ÉCRINS

MAÎTRE D'ŒUVRE : FABRICA TRACEORUM

DATES :

Date limite de remise des offres : **12 février 2025**

Heure limite de remise des offres : **17h 30** (heure française)

Date limite pour poser une question : **3 février 2025 (17 h 30)**

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.4 – Sous-traitance.....	4
1.4.1. Dispositions générales.....	4
1.4.2. Désignation des sous-traitants à la remise de l’offre.....	5
1.4.3. Désignation des sous-traitants en cours de marché.....	5
2 – Développement durable.....	6
3 - Clause de réexamen.....	6
3.1 – Ajout de prix nouveau à la D.P.G.F du lot considéré.....	6
3.2 – Protection des données personnelles.....	6
3.3 – Suppression d’indice.....	6
4 - Pièces contractuelles.....	6
5 - Intervenants.....	7
5.1 - Maîtrise d'œuvre.....	7
5.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	8
5.3 - Contrôle technique.....	8
5.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	8
6 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	8
7 - Protection des données à caractère personnel.....	8
8 - Durée et délais d'exécution.....	9
8.1 - Délai global d'exécution des prestations.....	9
8.2 - Délai d'exécution.....	9
8.3 - Calendrier détaillé d'exécution.....	9
9 - Prix.....	10
9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	10
9.2 - Modalités de variation des prix.....	10
9.3 - Répartition des dépenses communes.....	11
10 - Garanties Financières.....	11
11 - Avance.....	11
11.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	12
12 – Modalités de règlement des comptes.....	12
12.1 - Décomptes et acomptes mensuels.....	12
12.2 - Présentation des demandes de paiement.....	12
12.3 - Délai global de paiement.....	13
12.4 - Paiement des cotraitants.....	13
12.5 - Paiement des sous-traitants.....	13
13 - Conditions d'exécution des prestations.....	14
13.1 - Caractéristiques des matériaux et produits.....	14
13.2 - Implantation des ouvrages.....	14
13.3 - Préparation et coordination des travaux.....	14
13.3.1 – Conduite des prestations par une personne nommément désignée.....	14
13.3.2 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	14
13.3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	15
13.3.3 - Registre de chantier.....	16
13.4 - Études d'exécution.....	16
13.5 - Installation et organisation du chantier.....	16
13.5.1 - Installation de chantier.....	16
13.5.2 - Signalisation de chantier.....	17

13.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	17
13.6.1 - Gestion des déchets de chantier.....	17
13.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	17
13.6.3 - Documents à fournir après exécution.....	17
14 - Réception.....	18
14.1 - Réception des travaux.....	18
15 - Garantie des prestations.....	18
16 - Pénalités.....	18
16.1 - Pénalités de retard.....	18
16.1.1 - Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux.....	18
Pour retard d'exécution des travaux, retard de chaque tâche critique ou devenue critique dans le calendrier contractuel d'exécution des travaux de l'ensemble des lots (les tâches critiques peuvent être des tâches ordinaires d'un lot qui ont des conséquences critiques sur un ou plusieurs lots) ;.....	18
Pour retard des travaux permettant la levée des réserves formulée lors de la réception ;.....	18
Pour retard dans les levées de réserves, après réception, ou opérations préalables à la réception, ou état des lieux ;.....	18
Retard dans la remise des éléments de plannings à fournir au maître d'œuvre pour lui permettre d'établir le calendrier détaillé des travaux et au directeur de synthèse de préparer le planning de synthèse.....	18
16.1.2 - Retenues et pénalités pour retard dans la remise des documents d'études.....	18
16.1.3 - Retenues et pénalités pour manquement.....	19
16.1.4 - Pénalité et retenue pour retard dans la remise des documents après exécution.....	19
16.1.5 - Pénalités pour non réalisation des réparations de dégradations commises par le Titulaire.....	19
16.1.6 - Pénalité pour salissure des voies.....	19
16.1.7 – Évacuation des déchets.....	20
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	20
17 - Assurances.....	20
18 - Résiliation du contrat.....	20
18.1 - Conditions de résiliation.....	20
18.2 – Redressement ou liquidation judiciaire.....	20
19 – Documents à fournir en cours d'exécution.....	21
20 - Règlement des litiges et langues.....	22
20.1 - Différends.....	22
20.2 - Litiges et contentieux.....	23
21 – Dérogations.....	23

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) commun à tous les lots concernent : Les travaux de réhabilitation des extérieurs du château de Charance (projet de restauration du clos et du couvert, y compris assainissement par la mise en place d'un drain). Le site est inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Lieu(x) d'exécution : Château de Charance, domaine de Charance, 05000 Gap.

Normes :

Les travaux faisant l'objet du marché doivent être conformes aux normes ou à d'autres documents équivalents, dont l'ordre de préférence suivant : les normes nationales transposant des normes européennes, les agréments techniques européens, les spécifications techniques communes, les normes internationales, les autres référentiels techniques élaborés par les organismes européens de normalisation ou, lorsque ceux-ci n'existent pas, les normes nationales, les agréments techniques nationaux, ou les spécifications techniques nationales ou, conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique, respecter de manière équivalente les spécifications issues de ces différents documents.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Maçonnerie – Drain
02	Couverture
03	Menuiserie – Ferronnerie - Peinture

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.4 – Sous-traitance

1.4.1. Dispositions générales

Le contractant ne peut, sans autorisation écrite préalable de la personne publique, céder tout ou partie des droits et obligations dérivant du contrat, ni sous-traiter - même en partie - l'exécution de tâches qui lui ont été confiées, ni substituer, en fait, des tiers aux mêmes fins.

Cependant, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Pour rappel le titulaire ne peut pas sous-traiter la totalité du lot qui lui sera attribué.

En cours d'exécution du marché, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

- le titulaire remet contre récépissé à l'acheteur, ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-3 et suivants du Code de la commande publique ;

- le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-3 du Code de la commande publique ;
- l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct sur la base du montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans l'acte spécial susvisé.

Pour les paiements des sous-traitants, les dispositions de l'article R. 2193-1 et suivants du Code de la commande publique relatif aux marchés publics sont applicables :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire principal, titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose contre récépissé ;
- Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus au sous-traitant et également au maître d'œuvre et à l'acheteur ;
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'œuvre et à l'acheteur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu sa demande de paiement (ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé) ;
- L'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans un délai qui ne peut excéder celui de l'article 20-1 du Décret 2013-269 du 29 mars 2013 à compter de l'accord total ou partiel du maître d'œuvre, soit de l'expiration du délai de 15 jours susvisé, soit de la réception de l'avis postal adressé par le sous-traitant attestant que le titulaire a refusé ou n'a pas réclamé le pli du sous-traitant.

1.4.2. Désignation des sous-traitants à la remise de l'offre

Les déclarations de sous-traitance (formulaires DC4), indiquent la nature et le montant des prestations exécutées par des sous-traitants payés directement ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque déclaration constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque déclaration constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

1.4.3. Désignation des sous-traitants en cours de marché

L'acte spécial précise :

- Tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article R. 2193-3 du Code de la commande publique ;
- Le compte à créditer.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner ;
- Les références pour les travaux exécutés.

Attention : N'est pas un sous-traitant, le locatier qui met à disposition d'un entrepreneur des moyens matériels (avec ou sans opérateur), y compris en effectuant leur montage sur site avec sa propre main d'œuvre.

2 – Développement durable

Clause d'exécution à caractère environnemental :

Se référer aux dispositifs évoqués dans le Plan Général de Coordination (PGC) produit par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS).

3 - Clause de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de passation de marché. Ces modifications, quelle que soit leur valeur monétaire, sont prévues dans le présent C.C.A.P commun à tous les lots sous la forme des présentes clauses de réexamen.

Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des éventuelles modifications ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage. Elles ne permettent pas de modifications qui changeraient la nature globale du marché.

3.1 – Ajout de prix nouveau à la D.P.G.F du lot considéré

Des prix nouveaux pourront être ajoutés aux postes de prix des D.P.G.F contractuelles dans le cadre de la survenance d'un besoin nouveau en cours de marché, résultant d'une modification réglementaire ou de prestations nécessaires et non prévue.

Le Parc national des Écrins, en accord avec le maître d'œuvre détermine, **par avenant**, les nouvelles prestations et plus-values qu'elle escompte ajouter aux D.P.G.F contractuelles. Le rajout de poste de prix se fera dans les conditions suivantes :

- Les prix ajoutés ou substitués devront être en lien direct avec l'objet du marché ;
- Le prix nouveau devra être intégré à l'intérieur d'une famille de la D.P.G.F concernée ;
- Le prix de la(les) prestations(s) correspondante(s), fixé par le titulaire, est présenté au pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit d'en accepter ou non la valeur. Dans ce dernier cas, le pouvoir adjudicateur et le titulaire entament un dialogue concourant à une fixation consensuelle du (des) prix concerné(s).

3.2 – Protection des données personnelles

Dans l'hypothèse d'identification de données personnelles, en cours d'exécution du marché, les parties se rapprocheront pour renseigner utilement l'annexe « Clause de réexamen Protections des données personnelles ». Cette annexe sera intégrée au marché **par avenant**.

3.3 – Suppression d'indice

En cas de suppression d'indice et en l'absence de mise en place de série de raccordement ou d'indice de remplacement, le nouvel indice sera notifié **par avenant** après demande préalable de validation au titulaire du marché. l'article 4.1 du CCAG-Travaux

4 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (A.E) du lot considéré et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières commun à tous les lots (C.C.T.C 00) ;

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières propre à chacun des lots (C.C.T.P 01 à 03)
- les annexes techniques au C.C.T.P :
 - Rapport de présentation Architecte, ;
 - Calendrier prévisionnel des travaux O.P.C,
 - Plan état des lieux :
 - E01-EDL Plan toiture Ech 1/150e A3E
 - E02-EDL Élévation Sud Ech 1/100e A3
 - E03-EDL Élévation Est Ech 1/100e A3
 - E04-EDL Élévation Nord Ech 1/100e A3
 - E05-EDL Élévation Ouest Ech 1/100e A3
 - E06-EDL Coupe AA Ech 1/100e A3E07-
 - E06-EDL Plan rez-de-jardin Ech 1/100e A3
 -
 - Plans état projeté :
 - P01-PRO Plan d'installations de chantier Ech 1/200e A3
 - P02-PRO Plan masse Ech 1/150e A3
 - P03-PRO Plan de réseaux Ech 1/150e A3
 - P04-PRO Élévation Sud Ech 1/100e A3
 - P05-PRO Élévation Est Ech 1/100e A3
 - P06-PRO Élévation Nord Ech 1/100e A3
 - P07-PRO Élévation Ouest Ech 1/100e A3
 - P08-PRO Coupe AA Ech 1/100e A3
 - P09-PRO Plan rez-de-jardin Ech 1/100e A3
 -
 - Plans détails :
 - D01-PRO Carnet de menuiseries Ech 1/50e A3
 - D02-PRO Carnet de menuiseries Ech 1/50e A3
 - D03-PRO Détails emmarchement et toiture Ech 1/50e A3
 - D04-PRO Détails balcon Sud Ech 1/50e A3
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G-Travaux) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux ;
- Le mémoire technique de l'offre ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) du lot considéré ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S)
- Le Rapport Initial du Contrôleur technique(R.I.C.T) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

5 - Intervenants

5.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement de Maîtrise d'œuvre : FABRICA TRACEORUM / ECOBIS/ dont le mandataire est :

- FABRICA TRACEORUM

280, Boulevard Michelet - Le Corbusier – app. 147 - 13008 MARSEILLE

Missions : mission de base :AP.S, AP.D, PRO, A.C.T, VISA, D.E.T, A.O.R,

5.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

5.3 - Contrôle technique

Le contrôleur technique est :

APAVE GAP BÂTIMENT

28, Avenue Bernard GIVAUDAN – 05000 GAP

Missions :

- L : solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables ;
- LE : relative à la solidité des existants ;
- LP : solidité ouvrages et éléments d'équipement indissociables ou non.

Contrôleur technique : Monsieur Gwendal DUFILS

5.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

APAVE GAP BATIMENT

28, Avenue Bernard GIVAUDAN – 05000 GAP

Coordonnatrice titulaire : Madame Mathilde CLÉMENT

Coordonnateurs suppléants :

- Monsieur Thierry SCHMITT (Phase conception)
- Monsieur Sytan JAYET (Phase réalisation)

6 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.1 du C.C.A.G-Travaux.

Le titulaire du lot considéré doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité conformément à l'article 5.1.3 du C.C.A.G-Travaux.

7 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat considéré.

Dès lors que la prestation permet le traitement de données personnelles, le titulaire du lot considéré déclare parfaitement connaître et appliquer les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) ainsi que les stipulations de l'article 5 du C.C.A.G-Travaux.

En cas de manquement, par le titulaire du lot considéré ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le contrat peut être résilié pour faute en application de l'article 50 du CCAG-Travaux.

Les parties se rapprocheront utilement pour passer un avenant dans les conditions mentionnées à l'article 3.2 du présent C.C.A.P commun à tous les lots en cas d'identification de données personnelles en cours d'exécution du contrat.

8 - Durée et délais d'exécution

8.1 - Délai global d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 8 mois (période de préparation comprise).

8.2 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution des travaux est de 6 mois, hors période de préparation des travaux, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans ce délai d'ensemble, conformément au phasage prévisionnel d'exécution qui est joint au dossier de consultation.

Conformément aux articles 18.1.1 et 28.1 du C.C.A.G-Travaux, une période de préparation globale de 2 mois est prévue à compter de la date de notification du marché.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du C.C.A.G-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du C.C.A.G-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 6 jours.

En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Pluie	20 mm	1 heure
Vent	70 km/h	2 heures
Neige	5 centimètres	4 heures
Gel	< - 5° C	4 heures

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de Gap (Météo-France)

8.3 - Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'œuvre après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Ce calendrier met en évidence les tâches à accomplir et leur enchaînement et pour chacune d'entre elles, les durées et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard) ainsi que les marges disponibles pour leur exécution. Après acceptation par chaque titulaire, 15 jours au moins avant l'expiration de la période de préparation, il est visé par le maître d'œuvre puis notifié aux titulaires.

B) Au cours du chantier et avec l'accord du ou des titulaires concernés, le calendrier détaillé d'exécution peut être modifié dans la limite du délai d'exécution d'ensemble fixé à l'article 8.2 du CCAP. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service aux titulaires.

C) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

9 - Prix

9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par application du prix global et forfaitaire fixé à la D.P.G.F et reporté à l'acte d'engagement.

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures engendrées par l'élimination des déchets en cours de période de préparation ;
- En tenant compte des dépenses communes de chantier ;
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages spécifiques aux autres corps d'état.

9.2 - Modalités de variation des prix

Par dérogation à l'article 9.4.4 du CCAG-Travaux, les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

Formule de révision : $C_n = 0,15 + 0,85 \times (I(n) / I(o))$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de la réalisation des travaux ou à la date de leur réalisation réelle si elle est antérieure. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publiés au Moniteur des Travaux Publics sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	BT	Index du bâtiment - BT03 - Maçonnerie et canalisations en béton (sauf ossature, béton armé, carrelage, revêtements et plâtrerie) - Base 2010
02	BT	Index du bâtiment - BT30 – Couverture en zinc et en métal – base 2010
03	BT	Index du bâtiment - BT19b – Menuiserie extérieure bois - Base 2010

Le titulaire concerné présentera les prix révisés accompagnés des éléments justificatifs selon les modalités de l'annexe E du Décret n°2022-505 du 23 mars 2022 des pièces justificatives et des modalités de calcul.

Le titulaire du lot considéré produira lors de la remise de la facture l'état liquidatif des révisions de prix. Ce document comprendra :

- La référence du marché, le cas échéant des avenants et décisions de poursuivre,
- Le mois d'exécution de la prestation faisant l'objet de la révision de prix
- Le montant HT des différentes sommes faisant l'objet de la révision de prix
- Le(s) coefficient(s) de révision accompagné des calculs ayant permis sa (leur) détermination
- Le taux et le montant de TVA sur révisions
- Le montant TTC de la (des) revalorisation(s)

En cas de modification ou de suppression officielle de tout ou partie d'un ou des index précédents, le nouvel index de substitution est pris en compte.

9.3 - Répartition des dépenses communes

Il est rappelé que le compte inter-entreprises est du ressort exclusif des entreprises et que ni le maître d'œuvre, ni le mandataire du maître d'ouvrage, n'ont à intervenir dans sa gestion.

Les dépenses communes de chantier inscrites au compte inter- entreprise sont les dépenses de fonctionnement et d'exploitation :

- électricité,
- eau,
- téléphone,
- Connexion internet,
- armoire à plan dans la salle de réunion avec mise à jour des documents plans et pièces écrites, registre journal, CR de chantier, planning, coordonnées de tous les intervenants, (portables et mails y compris chefs de chantier affectés), etc..
- nettoyage du cantonnement,
- vidange des sanitaires,
- consommables des sanitaires,
- nettoyage des bureaux de chantier
- dépenses qui pourraient incomber à la collectivité des entreprises du fait du marché ou qui découlerait des mesures d'intérêt générales jugées nécessaire par le mandataire du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS.

La répartition des dépenses communes sera faite au prorata..

Le titulaire désigné pour la gestion du compte prorata et du règlement des dépenses communes est le titulaire du Lot 01 Maçonnerie – Drain (cf. CCTP 00- cahier des clauses communes). .

10 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

11 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du C.C.A.G – Travaux, avec les précisions suivantes :

11.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Lorsque le titulaire du marché est une PME au sens de l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique : le montant de l'avance est fixé à 20 % du montant initial du marché si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par cette durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché n'est pas une PME au sens de l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique : le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant initial du marché si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la Commande Publique.

12 – Modalités de règlement des comptes

12.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du C.C.A.G-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

12.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;

2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
5. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
11. Le cas échéant, les modalités de règlement ;
12. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du Code de Commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 180 503 013 00013

12.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement. Celles-ci auront été préalablement visées par le Maître d'œuvre pour attester de la conformité du paiement avec l'effectivité des réalisations.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

12.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du C.C.A.G-Travaux.

12.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la

commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

13 - Conditions d'exécution des prestations

13.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

13.2 - Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

13.3 - Préparation et coordination des travaux

13.3.1 – Conduite des prestations par une personne nommément désignée

Tout ou partie des prestations prévues au présent marché doit être exécutée par une personne nommément désignée.

Le titulaire communiquera au mandataire du maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, les noms et coordonnées de son interlocuteur dans les 8 jours qui suivent la notification du marché.

Lorsque cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en informer sans délai le mandataire du maître d'ouvrage et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au mandataire du maître d'ouvrage et au maître d'œuvre un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de trente jours à compter de la date d'information.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le mandataire du maître d'ouvrage, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de trente jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le mandataire du maître d'ouvrage récusé le remplaçant, le titulaire dispose de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le mandataire du maître d'ouvrage est motivée.

Les informations, propositions et décisions du mandataire du maître d'ouvrage sont notifiés soit directement au titulaire ou à son représentant dûment qualifié, soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Par dérogation à l'article 50.3. du C.C.A.G Travaux, à défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le mandataire du maître d'ouvrage, le marché peut être résilié.

13.3.2 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation d'une durée de 1,5 mois.

Cette période débute à compter de la date de notification du marché.

Par les soins du Maître d'œuvre :

- élaboration, après consultation des entreprises, du calendrier détaillé d'exécution énoncé à l'article 8.3 du présent C.C.A.P.

Par les soins du coordonnateur pour la sécurité :

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.

Par les soins du titulaire :

DOCUMENT	A FOURNIR (au plus tard)	pour VISA de
Effectifs prévisionnels affectés au chantier.	1 semaine après le début de la période de préparation	CSPS
Nom et la qualité des personnes suivantes : <ul style="list-style-type: none">➤ Responsable d'affaire,➤ Chargé de sécurité (interlocuteur privilégié du Coordinateur SPS)➤ Responsable qualité du Titulaire	1 semaine après le début de la période de préparation	Maître d'œuvre
Liste prévisionnelle des documents à fournir par le titulaire (y compris les documents d'études d'exécution) et établissement de l'échéancier de production de ces documents. Cette liste sera ensuite tenue à jour et remise chaque mois au maître d'œuvre en cas de modification.	2 semaines après le début de la période de préparation	Maître d'œuvre
Mise à jour du calendrier détaillé d'exécution des prestations. Ce calendrier devra tenir compte du délai d'exécution fixé et être accompagné de tous renseignements nécessaires sur les méthodes, les matériels, les effectifs, les approvisionnements en matériaux, et toute(s) autre(s) mesure(s) générale(s) que l'entrepreneur entend prendre à cet effet.	2 semaines après le début de la période de préparation	Maître d'œuvre
Projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, tel que prescrit par l'article 28-2 du CCAG Travaux. Le plan d'installation précise le type et l'emplacement des branchements (eau, électricité, téléphone, assainissement, etc...) et les dates d'exploitation.	2 semaines après le début de la période de préparation	Maître d'œuvre, CSPS
(Chaque titulaire y compris cotraitants et sous-traitants) Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS), à établir à partir du Plan Général de Coordination (PGC) élaboré par le CSPS (section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.1994 modifié)	4 semaines après le début de la période de préparation	Maître d'œuvre et CSPS

13.3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Il sera fait application du Plan général de coordination joint au DCE, néanmoins pour rappel le coordonnateur SPS doit informer le mandataire du maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que

chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- La copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P. Il informe le coordonnateur S.P.S de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au mandataire du maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

13.3.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre conformément à l'article 28.5 du C.C.A.G-Travaux.

13.4 - Études d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du C.C.A.G-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire concerné et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

13.5 - Installation et organisation du chantier

Il sera fait application Plan général de coordination néanmoins et pour rappel :

13.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du C.C.A.G-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

13.5.2 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du C.C.A.G-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

13.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

Il sera fait application Plan général de coordination néanmoins et pour rappel :

13.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du mandataire du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Le coût de traitement de l'ensemble des déchets comprend tri, stockage sur chantier, remplacement de chaque benne de déchets dès que nécessaire et au moins une fois par semaine, transport, élimination, valorisation en filière adaptée aux différents types de déchets.

Les constats d'évacuation des déchets seront fournis par le titulaire au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1 du C.C.A.G Travaux

13.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le titulaire de chaque lot aura à sa charge le nettoyage des zones de travail avant les opérations préalables à l'admission et après le retrait de ses installations de chantier.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

13.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire de chaque lot doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du C.C.A.G-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E)

Cahier des procédures à l'attention des usagers

Notices d'entretien et de maintenance, procès-verbaux de classement ou certificats officiels, attestations et conditions de garantie, procès-verbaux de réception des ouvrages :

Documents à remettre au plus tard 15 jours avant la date des O.P.R.

En complément à l'article 40 du C.C.A.G Travaux, les documents fournis après exécution seront fournis en 3 exemplaires papiers dont 1 non relié + 6 exemplaires sur support informatique, le tout dans un classeur.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur S.P.S pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O).

14 - Réception

14.1 - Réception des travaux

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux propres à chaque lot dans les conditions de l'article 41 du C.C.A.G-Travaux.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

15 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du C.C.A.G-Travaux.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.1 du C.C.A.G-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 19.2.4 du C.C.A.G-Travaux.

Le titulaire encourt, par jour de retard, des pénalités fixées à :

16.1.1 - Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

- Pour retard d'exécution des travaux, retard de chaque tâche critique ou devenue critique dans le calendrier contractuel d'exécution des travaux de l'ensemble des lots (les tâches critiques peuvent être des tâches ordinaires d'un lot qui ont des conséquences critiques sur un ou plusieurs lots) ;
- Pour retard des travaux permettant la levée des réserves formulée lors de la réception ;
- Pour retard dans les levées de réserves, après réception, ou opérations préalables à la réception, ou état des lieux ;
- Retard dans la remise des éléments de plannings à fournir au maître d'œuvre pour lui permettre d'établir le calendrier détaillé des travaux et au directeur de synthèse de préparer le planning de synthèse.

par jour calendaire : 1/1000^{ème} du montant du marché.

16.1.2 - Retenues et pénalités pour retard dans la remise des documents d'études

- Pour retard dans la remise des documents dus par le titulaire dans le cadre de ses obligations contractuelles (plans, réservations, notes de calculs, descentes de charges, pièces écrites, notes méthodologiques), suivant le planning de suivi des études établi par le maître d'œuvre ;
- Pour retard dans la présentation de prototypes et échantillons demandés par le maître d'œuvre et figurant aux comptes rendus de chantier ;
- Pour retard de remise de P.P.S.P.S par l'entrepreneur suivant la date fixée par le maître d'œuvre ;
- Pour retard dans la remise des documents nécessaires à la constitution du D.I.U.O ;
- Pour retard dans la remise du projet de décompte final.

par jour calendaire 1/1000^{ème} du montant du marché.

16.1.3 - Retenues et pénalités pour manquement

- Pour absence ou retard aux rendez-vous et réunions dûment signifiés par le mandataire du maître de l'ouvrage ou son représentant, le maître d'œuvre, le C.T, le C.S.P.S, :**pour chaque absence ou retard supérieur à 30 minutes : 300 €** ;
- Pour non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, de la notice d'organisation de chantier, y compris le retard dans le nettoyage du chantier.
par jour calendaire : 300 €.
- Pour non respect des prescriptions de l'article L.4121-2 du Code du Travail, et notamment en cas de non respect de la priorité des mesures de protection collective sur les mesures de protection individuelle.
Par manquement : 300 €.

16.1.4 - Pénalité et retenue pour retard dans la remise des documents après exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les titulaires conformément à l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux, une retenue sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du C.C.A.G.-Travaux, sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

Cette retenue sera égale à : Lots 1, 2, 3, : 500 €

Cette retenue sera remboursée dès que les documents manquants seront fournis.

Cette retenue n'exonère pas le titulaire de la pénalité ci-après qui sera appliquée, dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du C.C.A.G.-Travaux, sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

Cette pénalité sera égale à : par jour calendaire : 1/2000^{ème} du montant du marché.

16.1.5 - Pénalités pour non réalisation des réparations de dégradations commises par le Titulaire

Dans le cas où des dégradations seraient commises par le titulaire ou par ses sous-traitants ou ses fournisseurs, elles devront être réparées par ses soins et à ses frais dans un délai fixé par le maître d'œuvre.

Dans le cas où le titulaire n'effectuerait pas ces réparations dans le délai fixé, le mandataire du maître d'ouvrage les fera réaliser aux frais du titulaire sans qu'il n'ait besoin d'aucune mise en demeure.

De plus, une **pénalité égale à 10% du coût des réparations** sera appliquée au titulaire pour chaque jour compris entre la fin du délai prescrit et la fin de l'exécution, avec un maximum de 100 % du coût des réparations. Le titulaire restera responsable vis à vis du mandataire du maître d'ouvrage et des tiers des conséquences des dégradations qu'il aura causées aux voies et ouvrages publics ou privés.

16.1.6 - Pénalité pour salissure des voies

En cas de salissure des voies, le maître d'œuvre notifiera au titulaire une injonction de nettoyage en fixant un délai qui sera fonction du danger induit. Le dépassement de ce délai donnera lieu à une **pénalité de 100 (cent) Euros HT** par heure, et en cas d'urgence à l'exécution du nettoyage par un tiers aux frais exclusifs du titulaire.

16.1.7 – Évacuation des déchets

Les déchets de chantier doivent être évacués dès que nécessaire et 1 fois par jour au minimum. En cas contraire, une pénalité de 100 € par déchet de chantier non évacué sera appliquée.

De plus, une pénalité égale à 10% du coût de l'évacuation sera appliquée au titulaire pour chaque jour compris entre la fin du délai prescrit et la fin de l'exécution, avec un maximum de 100 % du coût de l'évacuation.

En cas d'absence d'identification du propriétaire des déchets de chantier, le coût de l'évacuation des déchets sera inscrit au compte prorata.

16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à **10,0 % du montant TTC du marché**.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du C.C.A.G-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code Civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code Civil.

Un justificatif d'assurance décennale aura été fourni à l'attribution du marché.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du C.C.A.G-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la Commande Publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du Travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.2 – Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de Commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 – Documents à fournir en cours d'exécution

Conformément aux articles D. 8222-5, D.8222-7, DD.8222-8 et D.8254-2 à -5 du Code du Travail, les pièces suivantes sont à fournir au stade de l'attribution et tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché :

1/ Cocontractant établi en France :

Dans tous les cas :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions incombant au cocontractant datant de moins de six mois ;
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Lorsque le cocontractant emploie des salariés :

- Une liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

2/ Cocontractant étranger :

Dans tous les cas :

- Un document qui mentionne (article D8222-7-1^o-a) :
 - son numéro individuel d'identification à la TVA en France en cas d'assujettissement à la TVA ;
 - pour le candidat qui n'est pas tenu d'avoir un numéro individuel d'identification à la TVA en France : un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France.

- Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale.

Dans le cas d'une immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire, l'un des documents suivants (article D8222-7-2°) :

- Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant l'inscription ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle (comportant les mentions obligatoires) ;
- S'agissant des entreprises en cours de création, un document, datant de moins de six mois, de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription et attestant de la demande d'immatriculation en cours.

Lorsque le cocontractant emploie des salariés :

- En cas de salariés détachés sur le territoire national pour l'exécution du contrat, dans les conditions définies à l'article L.1262-1, une liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie soumis à autorisation de travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les documents et attestations énumérées ci-dessus sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

Le titulaire pourra utiliser la messagerie de la plateforme PLACE pour envoyer les éléments demandés ci-dessus.

20 - Règlement des litiges et langues

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20.1 - Différends

En cas de différend entre les parties au contrat, les parties tentent de régler à l'amiable leurs litiges. Le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par les articles D. 2197-15 à 2197-17 du Code de la Commande Publique.

Le comité consultatif interrégional compétent est celui de Marseille.

20.2 - Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Marseille
31 rue Jean-François Leca
13002 Marseille
Téléphone : 04 91 13 48 13
Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique «Télérécours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 et R. 551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature de l'accord-cadre ;
- Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 et R. 551-7 à R. 551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA ;
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative dans les conditions prévues aux articles R. 411-1 à R. 432-4 du CJA, et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature de l'accord-cadre) ;

Recours de pleine juridiction, en contestation de validité du marché ouvert aux candidats évincés et aux tiers justifiant d'un intérêt lésé et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

21 – Dérogations

Article du présent C.C.A.P commun à tous les lots	Dérogation au CCAG-TRAVAUX
Article 4 "Pièces contractuelles"	4.1
Article 9.2 "Modalité de variation des prix"	9.4.4
Article 13 "Condition d'exécution des prestations"	3.1
Article 16.1 "Pénalités de retard"	19.2.1